

• Mai 2016 • Numéro 154 •
• L e s P u b l i c a t i o n s d e La Gauche  C a c t u s ! •

www.la-gauche-cactus.fr/SPIP

Macron n’est pas la Solution

Sommaire

- L’édito de **Jean-Luc Gonneau**: Législatives à hauts risques.

- **Tribune : le « confusionisme » de l’illusion.** Où **Allain Graux** démonte le « ni droite ni gauche» avancé par Emmanuel Macron pour montrer ce qui en est : un programme de droite porté par les thuriféraires de la « mondialisation heureuse ».

- **La déclaration de guerre de Donald Trump.** Après sa traduction du discours d’investiture de Donald Trump, **Jacques-Robert Simon** remet le couvert en traduisant un texte trouvé on ne sait où, secret des sources oblige, sur sa (future) déclaration de guerre à la Corée du nord. Décoiffant.

 - **Histoire de Fernande**. Encore, car on ne s’en lasse pas, une mini-nouvelle d’**Hervé Mesdon**. Car la littérature, m’sieurs-dames, répétons-le, c’est vital.

- **Partis ou Mouvements ? Ou si c’était le même et le pareil ?** Le seul point commun entre En marche et la France Insoumise est qu’ils se revendiquent « mouvements » et rejettent les partis « traditionnels ».
**João Silveirinho**, puce à l’oreille, regarde ça de plus près.

- **Trump face au monde.** A la lumière des premiers mois d’exercice de sa présidence, **Michel Rogalski**, directeur de la revue Recherches internationales, fait le point sur la vision, ou son absence, de la politique étrangère de Donald Trump.

**- Fins de cycles en Amérique du Sud.** Argentine, Brésil, Venezuela : les trois géants de l’Amérique du sud et quelques autres s’étaient dotés de gouvernements progressistes, plus ou moins. Ces trois pays sont aujourd’hui en crise et Thomas Posado en analyse les causes

**-François le Mol, trahi mais content.** La fin de la chroniquedu règne de François le Mol, par **Claude Soufflet**

*- Bonus :* Deux photomontages de Patrick Mignard, pas tendres pour le nouveau président

* Edito : Législatives à Hauts Risques

*Par Jean-Luc Gonneau*

*Donc, Emmanuel Macron président. Acté. On a connu Manu I, voilà Manu II. Moins d’effets de mentons, tout aussi carnassier et, dans le genre, plus efficace : le sourire du loup. Nous savons en gros la tambouille qui nous attend, ratatouille hollandaise en plus indigeste, alignement merkelien (tout sourire, la Merkel), syndicats snobés, travailleurs méprisés, sauf s’ils sont « indés », mais à condition de réussir, hein, banques et multinationales (c’est cumulable) chouchoutées, associations ignorées (du non lucratif ? Quelle blague !) parti godillot et ministres soumis exigés. Et presse à laquelle on recommande vivement d’être bienveillante. Un cocktail saumâtre dont a malheureusement déjà connu tous les ingrédients. Le tout dans une marmite institutionnelle que bien des gens, et de plusieurs bords, estiment vermoulue, mais à laquelle Manu semble attaché telle la moule au rocher.*

 *Bon. Alors, on fait quoi ? Les élections législatives sont proches. Dans quelques jours, on revote. La tentation d’aller à la pêche, déjà plus vive que d’habitude lors du scrutin présidentiel, pourrait encore gagner du terrain. Sinon, reconnaissons que Manu a réussi au moins un coup : mettre dans la mouise les deux partis qui jouaient tranquillement au badminton depuis une bonne trentaine d’années. Mouise totale pour le Parti Socialiste. Mouise plus partielle, à l’heure où on cause, pour Les Républicains, qui peuvent encore compter, apparemment, sur un socle de bourgeois aisés et conservateurs, qui ont par nature horreur de la nouveauté, quand bien même elle ne fait que maquiller de vieilles recettes. Donc, ceux-là voteront LR. Il est aussi probable que la calamiteuse prestation télévisée de Marine Le Pen, ajoutée à la déception de la défaite, rognera un peu le score du Front National, mais celui-ci, hélas, ne sera pas négligeable, tant les peurs et les sentiments, parfois fantasmés, de déclassement alimentent les*

*rhétoriques du FN. Le PS ne peut guère compter que sur l’implantation de quelques élus bien implantés, dont une partie a déjà prévu de faire ses valises, l’élection passée, vers la « République en marche », soit directement, soit en transformant le PS en une sorte de PRG lié au parti macronien. Soyons justes, ce qui va de soi à la Gauche Cactus : il demeure au PS des socio-démocrates sincères qui ne tremperont peut-être pas dans la mayonnaise marcheuse. Et aussi, autour de Benoit Hamon, quelques députés vraiment à gauche (je pense notamment à notre ami Pascal Cherki qui risque d’avoir bien du mal à contrer la nouvelle ministre (Modem) Marielle de Sarnez dans sa circonscription) contre lesquels la France insoumise serait bien inspirée de ne pas présenter de candidats, ce qui vaut aussi pour les sortants communistes et pour les députés de gauche ultramarins. Car, à gauche, compte tenu de la débandade socialiste et de la faiblesse électorale du Parti Communiste, dont à ce niveau, la pente descendante date de bien avant les accusations contre Mélenchon de certains de ses dirigeants, seule la France insoumise est en mesure de sauver les meubles, et peut-être davantage, lors de ces très prochaines élections législatives. Si le score de Mélenchon peut éventuellement s’effriter un peu par rapport à celui de l’élection présidentielle, la France insoumise demeure, et de loin, le meilleur vecteur pour envoyer au parlement des députés qui, eux, ne confondront pas le progressisme avec les lampions du libéralisme et sauront ce que peuple veut dire. Et elle y parviendra d’autant mieux si elle sait agréger sans arrogance (du calme, à ce sujet, camarades Corbière et Bompard) et dans le respect de leur identité, donc de leur différence, celle et ceux dont au final les convictions et les combats sont souvent si proches.*

*Et les autres, ceux qui ne voteront ni pour LR, ni pour le PS, ni pour FI ou le PCF, ni pour le PCF ? Beaucoup iront à la pêche, quelques uns s’éparpilleront en votant pour les « petits candidats », fort nombreux, et le reste, les ravis de la crèche macronienne, se portera sur REM. Espérons qu’ils ne soient pas trop nombreux.*

* Tribune : Macron : le «Confusionisme» de l’Illusion

*Par Allain Graux*

*«Les mots sont mystificateurs, les intentions toujours masquées»*  (Maximilien de Robespierre)

Le gouvernement provisoire nommé par le nouveau président de la République, rassemble – autour d’un premier ministre issu de la droite (Les Républicains) – des jeunes soudards de cette droite libérale, des anciens ministres et des personnalités de la droite d’une gauche non moins libérale, des personnalités dites civiles, expertes ou techniciennes, qui sont également des représentants du courant néo-libéral. Dans un tel aréopage, Nicolas Hulot ne peut-être qu’une caution destinée à masquer les orientations réactionnaires, autoritaires et de casse sociale de la REM (République en Marche). Emmanuel Macron n’a reçu de soutien que de 18 % des inscrits au premier tour de l’élection présidentielle et il a été élu au deuxième tour par une minorité de français : 42 % des inscrits dont beaucoup n’adhéraient pas à son programme mais ont utilisé ce vote pour faire barrage au Front national

Un gouvernement de droite

Pourtant, ce gouvernement penche sérieusement à droite, car il s’agit pour le successeur et continuateur de Hollande, de mener la politique ordo-libérale en vigueur dans l’Union Européenne. Elle est assurée par des coalitions droite/social–démocrates dans nombre de pays, en Allemagne, Autriche, Pays-Bas, Italie. En France, du fait des institutions gaulliennes de la Vème République, cette coalition prend une forme particulière, mais ce n‘est rien d‘autre qu’un alignement sur cette forme de gouvernance pour accommoder l’exploitation globalisée qui domine le monde capitaliste. Les ministres comme les candidats choisis par l’équipe présidentielle, ne reflètent en rien la diversité sociale française, tant sociologique qu’idéologique, ils sont issus des classes les plus favorisées qui bénéficient des miettes d’un système au service des grands groupes dominants. On ne trouve aucune trace d’un chômeur ou d’un ouvrier parmi eux. Les classes populaires représentent pourtant 55 % de notre population, majoritairement victimes du chômage de masse provoqué par le financiarisation de l’économie et les délocalisations.

*La « société civile » de LREM, parti présidentiel qui se veut « central » dans la vie politique, est surtout constituée de chefs d’entreprise, médecins, avocats, cadres du privé ou collaborateurs d’élus. On n’y trouve a priori aucun ouvrier, et seulement une toute petite poignée d’employés. La « République en marche » est celle des CSP+, des cadres dynamiques, des notables locaux. Un monde de gens qui vont plutôt bien, voire très bien, à l’image du noyau des électeurs d’Emmanuel Macron.* *La liste compte d’abord un nombre considérable de chefs d’entreprise, PDG, créateurs de start-up, patrons de TPE/PME. Au total, d’après nos calculs, c’est de loin le plus gros contingent. Ils sont au moins une soixantaine, soit un peu moins d'un tiers des candidats estampillés « société civile...* *On dénombre aussi une soixantaine de cadres du privé, chargés de communication, chefs de projet, responsables des ressources humaines, commerciaux, etc. Ainsi qu’une dizaine de consultants en tout genre (stratégie, management, etc.), des experts en communication et plusieurs “coachs”...* *Autres contingents fournis, ceux des médecins et des avocats...* *Nous n’avons ainsi repéré aucun actif ouvrier dans cette liste. Et à notre connaissance, très peu d'employés[[1]](#footnote-1).*

Le renouvellement politique tant vanté ne se traduit pas en termes de classes sociales. S’y ajoutent pour les postes régaliens, essentiels, des professionnels de la politique qui ne sont pas des perdreaux de l’année, comme François Bayrou ou Bruno Lemaire et même le premier ministre, sans compter Le Drian. Il s’agit donc d’une illusion de changement de personnel comme de politique.

Un programme de droite

Avec les élections législatives, il s’agit de mettre en œuvre des projets présidentiels dans la continuité de ce qu’avait fait le ministre de l’économie de François Hollande et que les Français avaient rejeté. La nouvelle réforme du code du travail, sous prétexte de flexibilité, va surtout accroître la précarisation des travailleurs. Elle serait décidée par ordonnance dès cet été, pour achever de casser la protection des salariés. Le MEDEF ne s’y est pas trompé en acclamant le programme macroniste, il souhaite qu'Emmanuel Macron obtienne une majorité aux élections législatives pour réformer le Code du travail, a déclaré Thibault Lanxade, son vice-président : «Il faut aller vite. Il faut qu'il ait l'entièreté des moyens, a-t-il déclaré. Il faut qu'il ait une majorité pour pouvoir faire en sorte que ses ordonnances puissent passer.»

La hausse de la CSG va amputer les pensions des retraités au-delà de 1200€ mensuels (920 € pour un couple). Les coupes sombres dans les effectifs des fonctionnaires, alors que nos hôpitaux manquent cruellement d’infirmières et de personnels de santé, sont destinées à préparer de futures privatisations dans les services de santé comme de l’éducation, sous le prétexte d’une incapacité ou de déficiences publiques qui auront été sciemment organisées.

Il faut empêcher les risques de privatisation commerciale rampante de l’éducation, de prolonger davantage le gouffre financier du nucléaire et des risques de catastrophe avec le prolongement de la durée de vie des centrales. Il faut empêcher les accords CETA et TAFTA qui promettent de nouvelles crises pour nos agriculteurs. Il faut rompre avec l’enchaînement à l’OTAN sous domination Etatsunienne et donc à Trump avec une Europe de la défense qui lui serait inféodée. La Défense est l’exercice suprême de la souveraineté du peuple, de la Nation, elle ne peut-être que nationale. A la confrontation, préférons la coopération et des alliances respectant l’indépendance de chacun.

Il faut une véritable alternative

L’opposition à ces désastreux projets, l’alternative se jouera entre la droite-extrême qui est en perspective de recomposition entre le FN ou partie et la fraction Wauquiez des «Républicains», ou la France insoumise. En effet, les écologistes sont éparpillés et EELV est proche de l’extinction tout comme le PCF, le PS est en voie de «pasokisation» et tout aussi divisé. Dans ce contexte, la FI apparaît, d’une manière originale, comme la possibilité d’un grand mouvement populaire de masse, une force nouvelle et moderne de recomposition, au-delà de la classique «unité de la gauche», partisane et traditionnelle, éclatée, pervertie et déconsidérée, achevée par le quinquennat hollandiste. Ceux qui s’époumonent pour appeler à un retour à ce schéma classique, n’ont rien compris à ce qui se passe dans la société, à ses changements profonds, illustrés par les deux grands mouvements qui ont émergé du scrutin présidentiel. Il faut cependant bien déchiffrer ce que représente chacune des forces en présence, du Progrès ou de la Réaction.

La FI est un mouvement qui dépasse le vieux visage du parti d’avant-garde de la classe ouvrière, allié à la réformiste social-démocratie, pour être la Force du salariat et de toutes les couches sociales exploitées par une minorité toujours plus étroite d’exploiteurs mondialisés ou à leur service. Dans ce contexte, l’extrême-droite sert de repoussoir pour masquer les véritables objectifs de démantèlement des systèmes de protection sociale des sociétés avancées, obtenus par plus d’un siècle de luttes. Le capitalisme est aujourd’hui confronté à une redistribution de la répartition de la plus-value dont les bourgeoisies des pays en émergence s’octroient une part grandissante. Les classes ouvrières et populaires, en paient les conséquences, privées des miettes du profit colonialiste dont elles bénéficiaient en partie. C’est le sens de la remise en cause de leurs systèmes de protection sociale et du chômage de masse qu’elles subissent.

La FI est la seule force d’opposition qui reste en mesure et en capacité de s’opposer à ce programme nuisible, la seule force qui propose une alternative immédiate aux crises sociales, écologiques et démocratiques pour un avenir en commun qui rassemble au-delà des combines partisanes des droites et de la « gauche sociale-démocrate » déconsidérée en France comme partout en Europe. La FI est la seule force en mesure de s’opposer à la progression de la droite-extrême et du FN comme elle a commencé de le faire lors des scrutins présidentielles.

Les ennemis du peuple, cependant se découvrent et apparaissent dans leur nudité crue. Le «dégagisme» n’est pas achevé avec la présidentielle, cette élection n’en a été que le prélude qu’il convient de poursuivre par les législatives en choisissant la seule alternative souhaitable : celle d’avenir en commun. Pour ce faire, par son action, chaque citoyenne, chaque citoyen est une sentinelle de nos libertés pour donner la vertu à notre représentation et pour passer à la prochaine étape : l’Assemblée Constituante pour la VIème République.

*Le blog d’Allain Graux : http://allaingraux.over-blog.com*

* La Déclaration de Guerre de Donald Trump

*Traduction de Jacques-Robert Simon*

Qui aime la guerre ? Certainement pas moi qui laisse la lumière allumée pour m’endormir, qui ne quitte mon doudou que pour recevoir mes généraux, qui ne mange de la viande que sous la forme informe de hamburgers. Je n’aime pas la guerre, le sang, ma souffrance… et pourtant ! Dès que j’ai su que des arabes communistes peuplaient la Corée du Nord, j’ai senti le souffle de Dieu qui me poussait à débarrasser la Terre de ces termites qui voulaient la mort des Etats-Unis d’Amérique. J’ai tout de suite demandé à mon État major de trouver sur la carte Pyongyang, la capitale maudite de ce pays maudit, Mappy ne donnait en effet que des résultats erratiques entre Palavas-les-Flots et Postdam, ce qui risquait malgré tout de désorienter les têtes chercheuses de nos missiles qui sont certes moins cons que mes généraux, mais il ne faut quand même pas leur en demander trop.

Bref, j’ai décidé d’atomiser tous les musulmans à commencer par les coréens qui ont une grande gueule et la bombe atomique. Je l’aurais fait depuis longtemps si ces connards de généraux n’avaient pas perdu la mallette qui contient le bouton de commande. On l’a retrouvé chez « Mimi et ses soumises », un club très fermé que je fréquente quand ma slovène fait la gueule. Bref, je vais appuyer sur le bouton, mais d’après ces connards de généraux, ça serait mieux si je n’étais pas plein comme un mormon qu’a perdu la foi. À plus ! Je reviens.

Sorry ! Mais c’était l’heure de ma piqûre de stéroïdes anabolisants, Vous ne pensez pas que je pourrais tenir tête à ma slovène sans la moitié de la pharmacopée suisse dans les veines. Qu’est-ce qu’on disait ? Ah oui, atomiser les Coréens. Ce qui me déplaît le plus chez ces péquenots, c’est leur chef suprême : il a réussi l’impossible, avoir l’air encore plus con que moi. Bon, question coiffure j’ai encore un plus, mais pour le reste il me concurrence grave. Et quand je vois comment les membres du gouvernement tremblent au moindre geste d’énervement du chef, je me dis qu’il y a un peu de laisser aller au pentagone. Bien sûr, si je pouvais en trucider un de temps en temps, ça aiderait à la discipline, mais si je fais ça le « New York Times » va encore chialer comme une Madeleine comme quoi c’est contraire aux Droits de l’Homme. Enfin passons, tout le monde doit gagner sa vie.

Je reçois un *tweet* d’un intellectuel de gauche qui m’indique que les Coréens ne sont ni musulmans, ni arabes. En passant, je ne connais pas d’intellectuel de droite, sauf un ou deux schizophrènes et des types qui ont loupé Normal Sup. Admettons qu’ils ne soient pas arabes, c’est possible que la NSA se soit prise les pieds dans ses algorithmes, ce sont quand même des terroristes. C’est certain qu’ils n’ont pas fait d’attentats en Europe ou aux Etats-Unis, mais c’est parce que ils n’avaient pas un rond pour acheter un ticket d’avion. Ceux-là ils ne sont pas financés par l’Arabie Saoudite. Ils rament déjà pour pouvoir acheter leurs uniformes avec une mirifique collection de décorations dessus, où voulez-vous qu’ils trouvent le pognon pour voyager.

Faut relativiser un peu l’atomisation nucléaire. Regardez ce qu’on a fait à Hiroshima et Nagasaki : c’est certain que c’est un peu douloureux pour des âmes sensibles comme les nôtres de devoir gâcher de l’uranium ou du plutonium qu’on pouvait parfaitement utiliser dans une centrale pour faire de l’électricité ; mais regardez, une petite dizaine d’années après les bombardements les USA et le Japon étaient déjà redevenus les meilleurs amis du monde. Que sont 110 000 morts pour l’Histoire ? D’ailleurs, la pollution de l'air fait 7 millions de morts par an dans le monde et on n’emmerde pas les compagnies pétrolières avec ça. C’est sûr, c’est un dommage collatéral, mais c’est pour le bien de la planète. D’ailleurs on va bombarder la Corée du Nord pendant un week-end de Pâques ou quelque chose d’équivalent. Les médias seront braqués sur les embouteillages, le nombre de morts sur les routes, notre génocide Coréen passera en fin de journal et le lendemain on en parle plus.

Non je n’approuve pas la devise *« Ein Volk, ein Reich, ein Führer ! »*, d’ailleurs je n’ai pas compris, ce n’est pas écrit en Américain. Vous savez combien il y a d’idiomes parlés dans le monde ? Non ? Moi non plus ! Mais dans les 10 premières il y a l’Hindi, l’Arabe et le Mandarin : vous ne voulez quand même pas que je m’y mette ! C’est certain, durant mes *brushings* que je pratique trois fois par jour, je pourrais feuilleter des cours de langue, mais c’est plus commode pour tout le monde de parler l’Anglais, enfin pas cet anglais de tarlouze qu’ils utilisent pour boire leur thé, l’Anglo-américain viril et porteur de dynamisme et d’idées nouvelles.

J’ai eu au téléphone Hwang Kyo-ahn le Président de Corée du Sud qui m’a demandé instamment de ne pas le confondre avec Kim Jong-un. Pas de problème, j’ai mis la photo des deux sur mon iPhone avec la prononciation phonétique de leur nom en dessous. D’ailleurs c’est un Samsung, ça devrait aider : ces glandus d’américains sont trop occupés à jouer aux Français (ils bouffent des trucs pour lesquels faut compter 3 heures de préparation, ils achètent des livres, ils vont au concert…) pour savoir encore fabriquer un téléphone portable. Bon, dès que je me dépatouille sans trop de risque d’erreur avec les deux bridés, j’atomise le bon. Allez ciao … C’est du slovène, cherchez pas à comprendre.

* Partis ou Mouvements ? Ou si c’était le Même et le Pareil ?

*Par João Silveirinho*

Finis les partis (politiques), entend-on, les français n’en veulent plus. La preuve, ils ont mis le PS à la poubelle, et LR n’en est pas loin.

Ringards, les partis, on vous dit. Bon p’têt bin, répond le peuple, enfin, la partie du peuple, encore fournie, qui continue de s’intéresser à la politique, mais alors, mais alors, qu’avez-vous donc en magasin, puisque les partis sont moribonds, date de péremption largement dépassée ? Allons, braves gens, nous avons la solution : les mou-ve-ments. Mot ambigu, eut dit le très regretté Pierre Desproges, puisque dans mouvement, il y a, voir plus haut, mou et ment.

Bon, chaussons un instant les lunettes qui siéent à tout politologue sérieux. Sans remonter à la préhistoire républicaine, nous avons connu des « mouvements ». Le plus emblématique fut le Mouvement Républicain Populaire, fondé en 1944, qui voulait, tiens donc, s’émanciper du dilemme gauche/droite, et fut l’un de piliers de tous les gouvernements de la IVe république sur une ligne démocrate-chrétienne, et dont l’un des héritiers notoires est François Bayrou. Plus près de nous, le MPEP (Mouvement Politique d'Emancipation Populaire), fondé en 2008 par d’anciens dirigeants d’ATTAC, devenu Pardem, sans que ni MPEP ni Pardem n’ait imprimé grand chose dans la vie politique française. Mouvement ou parti, dans un cas comme dans l’autre, l’objet était le même, seule la dénomination changeait. Même topo pour l’UMP, à la fois « union » et « mouvement », mais de fait parti.

Lors de la récente élection présidentielle, deux forces politiques se sont présentées comme « mouvement » dont l’un des objectifs était de « dépasser » des partis politiques dont la forme était jugée obsolète, et le positionnement ne répondant plus aux aspirations des français. Constat contenant une part de vérité, convenons –en. Pour la France insoumise, en faisant vite, il s’agissait de remplacer « gauche » par « peuple », pas facile à théoriser puisque le programme de Jean-Luc Mélenchon se réclamait de fait de toutes les valeurs de la gauche et d’une grande partie de ses propositions historiques. Pour En marche, on retrouvait en première ligne l’effacement du clivage entre gauche et droite, discours étayé par un programme des plus flous qui voulait « en même temps » mêler des mesures présumées « de gauche » et d’autres, plus nombreuses, « de droite ». L’un et l’autre des positionnements eut pu se faire dans le cadre d’un parti (« parti de la France insoumise », « parti républicain en marche », par exemple). L’un et l’autre se sont voulu « mouvements », sans toutefois utiliser le terme dans leur affichage. Qu’est-ce qui les distingue, dans la forme, des partis traditionnels ? Sans doute qu’ils émanent de la volonté d’un seul homme

Mélenchon pour l’un, Macron pour l’autre. Nous avons certes connu des partis dont l’existence a été identifiée à un leader, par exemple le Mouvement (encore) des citoyens de Jean-Pierre Chevènement. Mais celui-ci avait une origine plus collective puisque liée à un courant du Parti Socialiste.

L’autre caractéristique est qu’on peut être « insoumis » ou « en marche » sans être encarté dans le mouvement (d’ailleurs, il n’y a pas de carte, ni de barème de cotisation) et même encarté dans une autre formation politique. Très « moderne », ça, on vient, on en est, on veut faire autre chose, on se casse. Certes, le turn over des partis à l’ancienne a toujours été très élevé, et tout parti est lesté d’ « ex » bien plus nombreux que ses adhérents. Mais dans ces nouveaux « mouvements », la volatilité est actée. Probablement pas pour longtemps : dès qu’ils auront des élus, ils devront se structurer d’une façon similaire aux autres organisations politiques. On le voit déjà avant même l’élection : les candid ats de l’un et de l’autre doivent faire allégeance au programme et à la direction du mouvement, désignée dans les deux cas dans des modalités à la démocratie incertaine pour ce qui est de la France insoumise et inexistante pour En marche, dont on sait (le mouvement s’en vante) que les candidats ont été sélectionnés avec des méthodes copiées des recrutements d’entreprise (cv, entretien téléphonique ou physique, mesure de l’«empreinte sociale» de l’impétrant notamment par son rayonnement dans les réseaux sociaux. Résultat : un nombre infime d’ouvriers, employés, militants associatifs retenus). Au moins la France insoumise a-t-elle soumis ses candidats à des votes des membres de ses groupes locaux. Ce qui donne, pour la France insoumise une sociologie assez proche de celle des candidats d’un parti comme le PCF, où les classes populaires sont représentées mieux qu’ailleurs, et pour En marche, une typologie au moins aussi « élitiste » que celle de partis comme Les Républicains. Comme quoi les « mouvements » font le plus souvent, dans ce cas mais pas seulement, du neuf avec du vieux.

* Histoire de Fernande

*Par Hervé Mesdon*

Un hangar rouillé d’partout. Comme un vieux clou rouillé et tordu le hangar à Fernande. Une vieille dent cariée fichée de traviole en plein milieu d’ la gueule du bourg. Ça avait été une forge du temps où il y avait encore des chevaux à ferrer dans le pays et après ça avait été machines agricoles. Maintenant c’était le hangar à Fernande. Sur son hangar, en grand, en rouge et en dégouliné parce que sur la tôle ondulée c’est pas facile et parce que sa peinture était trop liquide : « FERNANDE LA BROCANTE ». Ça se voit bien de loin. Vous pouvez pas l’ louper. « C’est c’ qu’il faut pour la clientèle » dit Fernande. « Même de la voie express en haut de la colline, ça se voit ». Et la Fernande est là sur sa chaise. Lourde comme un bouddha. Là, avec des mains qu’elle sait pas quoi faire avec, juste posées à plat sur ses cuisses de sumo. T’ as l’impression qu’elle s’est nippée avec c’ qu’il y avait de pire dans son fourbi.

Et quel silence là-d’dans ! Silence qui sent la poussière, la vieille soupe et la crotte de souris. Silence sur l’inéluctable passage du temps. Jeté entre passé et présent son hangar. Elle y surveille en rêvant quelques meubles alourdis de patine et de crasse, bibelots d’horreur, quelques hardes d’oubli. De bric et de broc. Briques et brocs. Du bric à brac. Du mat et du clinquant, du sordide et de l’esprit, de l’art et du vulgaire, de l’étonné, du rangé, du précieux et du n’importe quoi. Fernande s’en fout. C’ qu’il y a dans son hangar, elle s’en fout. Elle est là, le cul sur sa chaise, elle surveille. Si on lui demande, elle dit un prix, à vue de nez. Elle marchande jamais, c’est le prix qu’elle a dit ou rien. Son bordel, elle le défend. Elle défend le temps qu’il y a là-d’dans, la présence de Fernand là-d’dans. Tout en bloc : le vrai, le faux, le beau et la poussière.

C’est même pas Fernande qu’elle s’appelle. Elle s’appelle Martine. Elle a mis Fernande parce que lui s’appelait Fernand. Quand il est mort, elle a repeint en rouge juste en ajoutant un E après Fernand. Comme un hommage quoi. Pour la mémoire. Et aussi parce que c’était moins d’ boulot. Son hangar est coincé entre deux bistrots. Côté mairie, c’est le Bar des Sports que tient Jo qui serait plutôt de droite. De l’autre c’est le Café Central tenu par Maurice qui s’rait plutôt encore plus de droite. Bistrots minables aux comptoirs de misère derrière lesquels Jo et Maurice à force de vivoter à peine se sont enfoncés chaque jour un peu plus, l’un dans le pastis, l’autre dans le martini.

Au début, quand ils s’étaient installés, ils s’étaient tiré la bourre tous les deux. Maurice s’était équipé d’un baby-foot et d’un billard. Jo avait misé sur un grand écran télé. De toute façon y avait pas la clientèle. Ici quand on se saoule la gueule, on fait ça chez soi, tranquille, sans aller se donner en spectacle. Ou alors juste quelques alcoolos patentés, mais ça suffit pas pour faire une clientèle. Alors ils s’étaient lassés et ils s’étaient dit que ça valait pas l’ coup d’aller se mettre dans les frais en plus. Chacun était devenu le meilleur client de l’autre : pastis, martini, martini, pastis. Et entre pastis et martini, les deux alcoolytes avaient pris l’habitude d’échafauder de vastes projets.

« Ici les gens ont pas d’ambition, sinon y en aurait à faire ici. Avec la mer à trois kilomètres, c’est sûr y aurait à faire.

 -Faudrait qu’on fasse dans le tourisme.

 -On s’associerait tous les deux.

 -On f’rait bistrot chez toi avec machines à sous, juke-box et tout l’ tralala et chez moi on f’rait crêperie, snack et pizzeria, quelque chose du genre restauration rapide.

 -Le hic ça s’rait le hangar à Fernand parce qu’avec ce truc pourri au milieu du bourg on pourra pas faire dans l’ tourisme.

 -On lui rachèt’rait et on f’rait supérette à la place.

 -Ouais … ou parking.

 -Toi qui est au Conseil Municipal tu aurais des subventions sûrement.

 -Ouais et avec on pourrait même refaire à Fernand un truc propre pour son fourbi à la sortie du bourg ».

Et de pastis bien frais en martinis on the rocks, le projet s’affinait, évoluait, bifurquait, s’essoufflait… Les soirs de gros temps ricardien avec bourrasques de martini, ça allait jusqu’à l’installation d’une base nautique, d’un golf, d’une marina. Mais toujours ils butaient sur le même os : le hangar à Fernand. Au fond ils savaient bien que tout ça c’était que des paroles verbales comme on dit. Ils savaient bien qu’avec Fernand c’était foutu d’avance. Se seraient même pas aventurés à lui en parler. D’ailleurs quand Fernand dans le bourg avait eu vent de leurs élucubrations, il avait éclaté de rire : « une supérette pour approvisionner les corbeaux, quoi ! » Et ceux qui étaient là avaient rigolé avec lui. C’était resté comme ça. Rien du tout. Pas même une idée en l’air. Du vent comme en hiver et ici ça souffle en hiver le vent. Et remettant en ordre les désordres du jour, les nuits étaient passées là-dessus. Les bistrots avaient continué à végéter. Marie et sa petite épicerie avaient pu oublier les affres de la concurrence de « la grande distribution ». Les paysans paysannaient. Le garagiste garageait.

Le maire, lui, était de droite aussi, de droite à peu près juste entre les deux bistrotiers, mais lui ça le fatiguait tout ce remue-ménage. Lui il aurait voulu surtout qu’on lui foute la paix. Plusieurs fois il avait engueulé Maurice, l’avait accusé d’être en train avec ses « conneries » de faire « le lit de la gauche pour les prochaines élections ». Mais rien n’y fit et en peu de temps on commença à stigmatiser l’immobilisme du maire et à dire qu’il se faisait vieux. Il dut se décider. Il convoqua donc un conseil municipal extraordinaire consacré au développement touristique. Habituellement les réunions du conseil n’attiraient personne et étaient bouclées en une petite heure. Mais ce soir là, la vingtaine de chaises prévues pour le public ne suffit pas. Du monde debout jusque dans le couloir. Fernande était là, bien sûr. Arrivée tôt, calée sur sa chaise juste à côté de la porte comme dans son hangar. Son air des mauvais jours.

Le maire avait ouvert la séance, rappelé que le public ne devait s’exprimer qu’après y avoir été autorisé, puis il avait passé la parole à Maurice. Depuis plusieurs jours avec Jo, Maurice avait minutieusement préparé son intervention. Ils avaient prévu quelques moments forts, occasions pour Jo dans la salle de lancer la claque. Emu le Maurice. Encouragé par une première salve d’applaudissements, bravement il y était allé. La désertification… les subventions… le tourisme. Bientôt les mots sortirent plus clairs, sa voix prit de l’ampleur. Il parla alors de volonté collective, d’intérêt général, du patrimoine municipal et notamment de leur église qui méritait certainement le classement aux monuments historiques… Tout ça ponctué d’applaudissements qu’orchestrait Jo. Et puis ce fut la charge brutale contre le hangar à Fernande, « ce hangar pourri qui défigure tout notre centre ville ». Fernande alors se leva.

Elle savait bien qu’elle n’avait que le droit d’écouter et de se taire, mais ça l’empêcha pas de gueuler très fort que la seule chose historique qu’il y avait dans le bourg c’était son hangar et que les seuls touristes qui venaient ici c’était pour fouiner dans ses vieilleries, que tout ça c’était que de la politique parce que son Fernand il était de gauche et que pour l’avoir son hangar ils pouvaient toujours se brosser. Lorsque lourdement et toujours gueulant, elle s’était mise en mouvement vers la sortie, le vide s’était fait devant elle. L’assistance s’agitait et bourdonnait. Maurice en perdit le fil. Jo dit très fort que c’était quand même pas la Fernande qui allait les impressionner. Le maire en profita pour clore les débats au plus vite.

Dans la nuit, Fernande remit en route le vieux fourgon de Fernand. L’ayant sorti du hangar, elle aspergea d’essence tout son bric à brac. Une allumette. Poussif, le vieux fourgon escalada la colline. En haut sur la voie express, Fernande s’arrêta. De là, elle voyait bien tout le bourg : de la fumée d’abord, puis des flammes de plus en plus furieuses, les lumières s’allumèrent dans les maisons, des gens s’agitaient, la sirène des pompiers. Fernande s’étonna, elle n’éprouvait aucune émotion. « C’est bien parti. Normalement les deux bistrots devraient y passer aussi ». Elle remonta dans le fourgon et le conduisit vers la plage de Toul Bihan. Marée basse. Au lever du soleil, seul le lanterneau du fourgon affleurait encore à la surface de l’eau.

* Trump Face au Monde

*Par Michel Rogalski*

Élu le 8 novembre 2016, Donald Trump a pris ses fonctions, en tant que 45e président des États-Unis, le 20 janvier 2017. Élection surprise, dont les thèmes de campagne ne furent pas sans rappeler ceux du Brexit britannique dont le résultat surprit également quelques mois plus tôt. Tout a été dit sur le caractère pittoresque et fantasque du personnage, au point qu’il n’est pas nécessaire de s’y attarder, sauf à retenir, ce que la suite confirmera, l’absence de vision claire, l’imprécision, l’impréparation, l’incohérence et l’imprévisibilité des positions. Bref, la hantise des chancelleries et des chargés du protocole qui adorent le bon déroulement des choses bien préparées.

Cette élection et la campagne qui l’a précédée confirment un grand chamboulement dans le système de valeurs sur lequel le monde occidental s’était constitué. Donald Trump a réussi à imposer quatre thèmes majeurs qui ont constitué le moteur de sa victoire. En réalité unconstat et trois causes. Il a surfé sur le thème du déclin des États-Unis dans le monde et sur la nécessité de retrouver la grandeur passée. Le mot d’ordre « America First ! » fit merveille et rencontra l’adhésion de tous les déclassés et délaissés d’une opulence qui ne profitait qu’à

certains. Il suffisait de pointer les responsables de ce déclin pour alimenter les thèmes de campagne. Tout d’abord la mondialisation qui avait dévasté le pays, sinistré des bassins d’emplois et avait surtout enrichi les autres sur le dos des États-Unis. Les accords commerciaux devaient être dénoncés et renégociés au cas par cas, dans l’intérêt du pays. Le libre-échange devait être abandonné et le recours au protectionnisme envisagé. L’idéologie mondialiste à l’oeuvre depuis Reagan et Thatcher devait être tenue pour suspecte. Les responsables de cette situation, les élites, devaient être dénoncés. Démagogie classique qui fit merveille chez des couches importantes de population qui se sentent depuis longtemps délaissées. Les guerres extérieures, sans fin, sans but clair et incapables d’apporter la moindre fierté patriotique au pays furent critiquées. Enfin, le pays en déclin, enlisé dans des guerres lointaines incompréhensibles était dans le même temps envahi par des migrants, notamment hispaniques. C’est de l’ennemi intérieur qu’il fallait s’occuper et en chasser à coups de menton pas moins de onze millions. Ce cocktail d’arguments terriblement efficace emporta la victoire. Le monde occidental, confronté aux mêmes problématiques, prit conscience que ces thèmes faisaient également des ravages politiques, notamment dans une Europe en crise économique, à zone euro atone, confrontée à des politiques austéritaires et donc en perte de légitimité et plongée dans une interrogation existentielle après le vote britannique en faveur du Brexit et la montée de courants eurosceptiques. Bref, ce qui s’était passé au Royaume-Uni et aux États-Unis ne relevait peut-être pas de l’exception singulière et pouvait avoir vocation à s’étendre. D’où la vive inquiétude qui s’empara des chancelleries, jusqu’à Pékin et Moscou, d’autant que le candidat s’était permis de nombreuses saillies et rodomontades sur les affaires internationales au cours de sa campagne.

Mais bien vite, une fois élu, le Président se heurta aux réalités du monde et dut en rabattre. Il comprit vite qu’il ne fallait pas trop fâcher la Chine qui n’était pas démunie d’atouts dans une confrontation. Il a dû vite rassurer Xi Jinping que s’il s’était bien entretenu avec la Présidente de Taïwan, qui avait eu l’habileté de l’appeler, il ne remettrait pas en cause la politique de Washington d’une seule Chine. Malgré son secrétaire à la Défense, le général James Mattis, connu pour sa franche hostilité à l’Iran, Donald Trump respectera l’accord de Vienne sur le nucléaire concernant ce pays, et manifestera simplement son extrême vigilance sur son application. Après avoir traité l’Otan d’obsolète, il se contentera de menacer de ne pas faire jouer l’assistance automatique si le pays membre ne participe pas suffisamment à l’effort du «partage du fardeau», soit 2 % du PIB. Cela fait quarante ans que les États-Unis tiennent ce discours. Les velléités d’expulsions d’Hispaniques furent bien vite ramenées à un chiffre comparable à ce qui avait été fait par Obama. Quant au Mur de la frontière mexicaine, s’il reste dans les intentions, on peut imaginer qu’il connaîtra beaucoup de vicissitudes. De même, il n’est plus question de déplacer l’ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem. Quant à l’existence d’un État palestinien aux côtés d’Israël ou d’un seul État réunifié, aucun diplomate n’est en mesure de comprendre les intentions de Washington. La collaboration renforcée annoncée avec Moscou semble pour l’instant se concrétiser uniquement à travers une présence militaire renforcée en Syrie et plus de coordination sur le terrain. Le rapprochement semble se manifester uniquement dans la lutte contre l’islamisme radical, thème sur lequel la Chine pourrait venir s’associer. Sur nombre de points abordés lors de la campagne et qui avaient fortement inquiété, le nuage de poussière s’est dissipé et c’est plutôt une reculade qui apparaît. Par contre d’autres mesures annoncées furent appliquées, notamment la dénonciation du Partenariat transpacifique (TPP) à la grande joie de la Chine qui a toujours considéré que ce traité l’excluant était tourné contre elle. Ce qui permit à Xi Jinping de faire à front renversé, devant un parterre incrédule, l’éloge du libre-échange à Davos.

Néanmoins, l’ensemble du discours sur l’international traduit des revirements importants et porte des conceptions dangereuses confirmées par des premières mesures. La contribution au budget de l’ONU est sérieusement menacée. La préparation du prochain budget comporte des indications sans équivoques. Il ne s’agit ni plus ni moins que d’assurer la sécurité américaine au travers d’une augmentation du budget de Défense sans précédent, soit près de 10 %, l’amenant à plus de 600 milliards de $ en 2018, à hauteur d’un peu plus d’un tiers des dépenses mondiales. Certes, on peut relativiser, car comparée au sommet atteint trente ans avant en 1988, cette somme représente aujourd’hui un peu moins de 4 % alors qu’elle dépassait alors 8 % du PIB. Il s’agit sans conteste d’affirmer encore plus une suprématie militaire. Cette orientation n’exclut pas les critiques contre les engagements militaires décidés par ses prédécesseurs et qu’il n’assume pas, les rendant pour partie responsables de l’état détestable dans lequel se trouve le pays. En ce sens, il reste bien sur une ligne isolationniste, à rebours de ce qu’aurait été une diplomatie d’Hillary Clinton. Redonner à l’Amérique sa grandeur ne doit pas être compris au sens d’aller guerroyer aux quatre coins du monde pour imposer un modèle ou civiliser le monde. Par contre, éventuellement pour aller défendre ses intérêts nationaux. La Chine et la Russie seront ses principaux partenaires. L’Europe reste secondaire pour les États-Unis. Trump ne cherche pas à aider Merkel à se faire réélire et sa visite à Washington a été un fiasco car elle n’a rien obtenu et n’a pu montrer qu’elle pouvait «modérer» Trump. Cette orientation budgétaire se fait au détriment de la diplomatie, la culture, la santé et surtout l’environnement. L’Agence de protection de l’environnement (EPA) pourrait être amputée de 2,6 milliards $ sur les 8,3 milliards actuels, soit environ une baisse de 30 %. Car il est un domaine où les convictions du Président sont affichées. C’est un climato-sceptique, très dépendant des lobbies pétroliers, qui cherchera à revenir sur l’Accord de Paris (COP21) ou se dispensera de l’appliquer, entraînant dans son sillage d’autres États, ravis de l’aubaine.

Cette présidence qui démarre n’a pas encore pris toutes ses marques et beaucoup de questions restent dans l’incertitude. Le rapport au monde de Donald Trump sera difficile et dangereux d’autant plus qu’il s’est mis à dos tous ses services de renseignement, essentiels dans ce domaine, et qu’ils n’hésiteront peut-être pas à le mettre délibérément en difficulté. Assurément, une rupture se confirme qui concernera tout l’Occident. On regrettera Obama, mais on se consolera en se disant que ça aurait pu être pire avec Hillary Clinton.

*Article paru dans la revue Recherches Internationales (www.recherches-internationales.fr)*

* Fins de Cycles en Amerique du Sud

*Par Thomas Posado*

Depuis le début du siècle, l’Amérique du Sud concentre les espérances de la gauche de transformation sociale. Pendant plus d’une décennie, des coalitions de gauche ont emporté la plupart des élections sud-américaines. Pourtant, depuis la fin de l’année 2015, on remarque un retour en force des coalitions conservatrices.

Durant les années 80 et 90, les plans d’ajustement d’inspiration néolibérale ont profondément dégradé les conditions de vie des classes populaires latino-américaines. Les révoltes se généralisent au début des années 2000 avec des mobilisations sociales qui parviennent à faire reculer des gouvernements et même dans certains cas, à les renverser. Sept chefs d’État sont forcés à la démission par la rue entre 2000 et 2005 en Argentine, Bolivie, Équateur et Pérou. Après avoir été le laboratoire de l’expérimentation du néolibéralisme, l’Amérique latine devient le laboratoire de la contestation du néolibéralisme.

Au moment de l’élection d’Hugo Chávez, en décembre 1998, neuf des douze pays sud-américains sont dirigés par un chef d’État issu de partis issus du centre ou de la droite. Á partir de cette date, neuf des douze pays sud-américains élisent de nouveaux gouvernants issus des gauches. Dans la plupart des cas, ce ne sont pas des individus issus de partis sociaux-démocrates mais dotés d’une trajectoire atypique (des syndicalistes, des anciens guérilleros, des personnes d’origine amérindienne…). Ces transformations politiques sont le reflet d’une évolution du rapport de forces social. Des programmes sociaux sont mis en œuvre dans la plupart des pays, répondant à des situations d’urgence sociale. Durant cette période d’abondance économique, ces gouvernements redistribuent une partie des richesses aux classes populaires sans les retirer aux classes possédantes. Ils parviennent à résorber une partie de la pauvreté qui s’était développée durant l’ère néolibérale.

Un autre apport de ce virage à gauche est la conquête de nouveaux droits démocratiques. Dans trois pays, un processus constituant voit le jour (Bolivie, Équateur, Venezuela), instaurant des mécanismes démocratiques inédits comme le référendum révocatoire (Venezuela). Dans ce dernier pays, des dispositifs de démocratie participative sont introduits, forme généralisée de la municipalité pionnière de Porto Alegre. La répression du mouvement social diminue de manière drastique. En Argentine, les procès contre les dirigeants de la dictature militaire sont relancés.

Enfin, sur le plan international, les gouvernements latino-américains conquièrent une autonomie diplomatique sans précédent à l’égard de la tutelle états-unienne. Le projet de Zone de Libre-Échange des Amériques défendu par George W. Bush est mis en échec en 2005 par les dirigeants latino-américains. Les gouvernements de Bolivie, d’Équateur et du Venezuela constituent avec Cuba et d’autres petits États de l’aire caribéenne, l’ALBA, organisation supranationale basée sur la coopération entre nations souveraines. De nouveaux cadres sont institués, l’UNASUR, rassemblant depuis 2008, l’ensemble des nations sud-américaines ; la CELAC, regroupant depuis 2011, tous les États de l’Amérique latine et des Caraïbes.

Les États-Unis et les classes possédantes locales résistent à ces changements. Les gouvernements du Venezuela et de la Bolivie ont subi des tentatives de déstabilisation particulièrement fortes respectivement entre 2002 et 2004 et entre 2007 et 2008. Les offensives conservatrices finissent par porter leurs fruits dans deux petits pays, le Honduras et le Paraguay où les chefs d’États sont renversés respectivement en 2009 et 2012. La relation entre les États-Unis et les gouvernements progressistes n’a pas atteint des tensions aussi aiguës qu’avec Cuba depuis les années 60. Si l’autonomie diplomatique a été conquise, les liens économiques diversifiés, notamment avec la Chine se sont développés, alors que l’essentiel des échanges commerciaux avec les États-Unis ont été maintenus.

Depuis l’automne 2015, la dynamique latino-américaine semble avoir évolué. L’arrivée à la tête de l’État d’hommes issus de la droite en Argentine, au Pérou et au Brésil, par la voie démocratique dans les deux premiers cas, par un coup d’État parlementaire dans le dernier cas, sont des faits majeurs. La défaite du chavisme aux élections législatives vénézuéliennes et celle d’Evo Morales au référendum sur la réélection du binôme présidentiel confirment ce virage à droite.

Cette fin de cycle politique est concomitante d’une fin de cycle économique. Le prix du pétrole (principal produit d’exportation du Venezuela, de l’Équateur) et du soja (principal produit d’exportation de l’Argentine), chutent durant l’été 2014. Cette baisse est d’autant plus douloureuse que la vague de gouvernements de gauche n’a pas été le moment d’une diversification de l’économie mais d’une accentuation de la dépendance à ces monocultures. Accentuation qui a permis de capitaliser au maximum le boom des prix mais qui grève les finances publiques au moment du contre-choc. L’économiste Pierre Salama parle à ce propos d’une « reprimarisation des économies ».

Cette dépendance économique a une conséquence politique, demeurer prisonnier du consensus extractiviste quitte à se heurter aux mouvements sociaux en Bolivie, en Équateur ou au Pérou. Cette distanciation avec les mouvements sociaux, une des sources de leur légitimité, est une des causes de l’affaiblissement des gouvernements progressistes. Les organisations de quartier et l’action des travailleurs dans les entreprises avaient été déterminantes pour maintenir Chávez au pouvoir face aux stratégies insurrectionnelles de l’opposition entre 2002 et 2004. Les mouvements sociaux n’ont plus aujourd’hui la même capacité de mobilisation. Au Brésil, les manifestations massives du printemps 2013, contestant les dépenses pharaoniques pour l’organisation de la coupe du monde aux dépens des services publics, sont significatives de ce fossé creusé entre le mouvement social et le parti au pouvoir.

Durant la période d’abondance économique, ces gouvernements ont pu redistribuer des richesses aux classes populaires sans s’en prendre aux classes possédantes. Ces dernières ont pu traverser la période sans que leur pouvoir économique ne soit remis en cause. Ce sont aujourd’hui les classes populaires qui paient les conséquences de la crise. Les chaos économiques en cours en Argentine, au Brésil ou au Venezuela ont déjà rogné les conquêtes obtenues au début de la période de changement politique.

L’alternance politique n’était en aucun cas inéluctable. La fin du cycle économique entraîne la fin du cycle politique seulement parce que la dépendance à la monoculture et la distanciation entre les gouvernements et les mouvements sociaux ont créées les conditions politiques de celle-ci. Le projet d’une société alternative semble lointain face aux périls qui assaillent ces gouvernements à court terme.

Les nouvelles coalitions conservatrices auraient toutefois tort de se réjouir trop vite. En Argentine, comme au Venezuela, elles ne contrôlent qu’un des deux pouvoirs, l’autre demeurant aux mains des anciennes majorités. Ces « cohabitations » dans des systèmes politiques moins institutionnalisés que dans le Vieux Continent mènent à des situations incertaines. En Argentine, Mauricio Macri multiplie les vetos aux lois du Congrès, notamment une loi anti-licenciements voté en réaction aux dizaines de milliers de suppressions d’emplois dans le secteur public successives à son accession au pouvoir. Cette revanche sociale se heurtera fatalement au retour du mouvement social. La brève présidence de droite au Chili (2010-2014) fut le moment d’une mobilisation étudiante massive, le plus important mouvement social depuis la fin de la dictature de Pinochet. Les nouveaux pouvoirs conservateurs en Argentine, au Brésil, au Pérou, connaîtront, tôt ou tard, le même sort.

*Article paru dans la revue Recherches Internationales (*[*www.recherches-internationales.fr*](http://www.recherches-internationales.fr)*)*

* François le Mol : Trahi mais Content

*Par Claude Soufflet*

La messe est maintenant dite pour les élections présidentielles. Le ‘’piège’’ tendu depuis plusieurs semaines s’est refermé comme le souhaitaient les privilégiés. François le Mol, passé la frustration du renoncement personnel ( ne pas demander le renouvellement de son mandat ) a été un soutien bienveillant, puis actif, à l’élection de son fils spirituel, Emmanuel le chouchou du Medef et, depuis longtemps, le chéri des Médias. Le parcours du nouveau Président, facilité par le fol égarement de François le Sec (trahi par sa cupidité) et l’effondrement de Benoit le Modeste (trahi par les siens) fut une suite d’esquives, de généralités et d’ambiguïtés … Le seul danger rencontré à quelques jours du premier tour se manifesta par la montée en puissance de Jean-Luc la Merluche qui risquait de mettre à mal le scénario soigneusement mis au point. François le Mol ne se fit pas prier pour dénoncer le danger que représentait la Merluche s’il arrivait en finale : plutôt La fille du Borgne que le Merluchon ; tel était le discours repris et approfondi par la plupart des commentateurs aussi bien sur les chaines publiques que privées … François le Mol donnait le là, en fin connaisseur de son ancien adversaire de parti : c’était un dictateur en puissance, digne continuateur du fumeur de cigares de Cuba ou de l’hurluberlu de Caracas ! En définitive, tout se passa comme le scénario libéral l’avait prévu et le Chéri du patronat et des banques l’emporta largement.

Le moment était venu de passer le flambeau et de s’effacer devant celui que François le Mol était allé chercher dans les bagages de la Finance qu’il avait dit détester lors d’un meeting célèbre où la dissimulation l’avait disputé au mensonge … La fin justifiant les moyens ! L’entretien final entre les deux Présidents (l’ancien et le nouveau) n’a pas du manquer de sel. Sous des apparences bienveillantes, François le mol ne pouvait oublier que son successeur, tel Brutus, avait participé à sa mort politique. Sa seule consolation provenait du fait que le petit Emmanuel avait empêché Manuel, le Roquet catalan, de lui prendre sa place … C’était un soulagement intime et une vengeance personnelle. Il quittait l’Elysée, grand vaisseau amiral, transformé au bout de 5 ans, en un Titanic chaotique pour le mettre entre les mains d’une start-up ambitieuse et arrogante. La voiture de François le Mol quittait le palais sous les applaudissements pour se rendre au siège de Solferififi, comme l’avait fait avant lui le Vieux père François en 1995. Le parti d’Epinay, après ce quinquennat versatile et trompeur, était comme un navire sans gouvernail, déchiré, éclaté en tous sens … peut-être arrivé au bout du chemin après une longue et triste agonie !

* Si Réchauffer la Banquise vous Intéresse

**J’adhère à l’association *CACTUS*, éditrice de réchauffer la banquise et vous joins un chèque de 15 euros à l’ordre de CACTUS REPUBLICAIN**

***Réchauffer la banquise***

**Publication**: Jean-Luc Gonneau **Rédaction**: João Silveirinho **Éditorialistes**: Jacques-Robert Simon, **Conception**: Jean-Christophe Frachet **Humeurs** : Mick et Paule, Sylvain Ethiré **Grande Reportère**: Florence Bray. **Adresse et abonnement** : Le Cactus Républicain - *J.L. Gonneau* - 31 rue de la Courneuve 93300 Aubervilliers **Courriel :** jean-luc.gonneau@orange.fr **Internet :** http://www.la-gauche-cactus.fr/SPIP/ *Les manuscrits, pédiscrits, buccoscrits, tapuscrits, électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus ni échangés. On vous aura prévenus.*

**Elles/ils écrivent ou dessinent dans La Banquise :**

*David Hassan Abassi, Mina Ahadi, Madjid Ait Mohamed, Patrick Alexanian, Mahin Alipour, Anne Alize, Jean-Paul Alletru, Gérard André, Jacques Ansan, Jean-Michel Arberet, Elie Arié, Jacques Atlan, Fabrice Aubert, Rémi Aufrère, Robert Ausseur, Clémentine Autain, Aveclotantousenva, Gilles Bachelier, René Balme, Jérôme Baloge, Paul Baquiast, Jean Baumgartein, André Bellon, Gérard Belorgey, Abdelhak Berheri, Géraldine Biaux, Danielle Bleitrach, Boaventura de Sousa Santos, Gérard Borvon, Said Bouamamas, Jean-Pierre Boudine, Barbara Bouley, Alain Bousquet, Hugues Bousquet, Patrick Braibant, Florence Bray, Jacques Broda, Alain Brossat, Jean-Philippe Brunet,**Fernando Buen Abad Domínguez, Marie-George Buffet, Olivier Cabanel, Michel Cabirol, Cadoudal, Michel Caillat, Philippe Callois, Isabelle Cappe, Aloys Carton, José Caudron, Jean-Claude Charitat, Jean-François Chatelat, François de la Chevalerie, Mahor Chiche, Sophia Chirikou, Olivier Clerc, Fabrice Cohen, Daniel Cojean, François Colas, Maxime Combes, Samira Comingand, Albano Cordeiro, Fabienne Courvoisier, Jacques Cros, Leïla Cukierman, Shala Daneshfar, Pedro Da Nobrega, Georges Debunne, Jacques Decaux, Jacques Declosménil, Chantal Decosse, Jean-Michel Dejenne, Jean Delons, Monique Dental, Emmanuelle Depollier, André Depouille, Antonio Dias, Françoise Diehlmann, Jean-Michel Dodd, Evelyne Dubin, Béatrix Dupraz, Marlène Dupraz, Emmanuel Dupuy, Pierre Efratas, Amine El Khatmi , François Esquer, Marcel Etienne, Michel Evrard, Jacques Fath, José Pablo Feinmann, Eric Ferrand, Jean-Claude Fiemeyer, Yann Fiévet, Alain Foix, Jean-Christophe Frachet, René Francal, Jacques Franck, Eduardo Galeano, Gabriel Galice, Stéphane Gatti, Christian Gautier, Gévé, Séverine Gille, Vincent Glenn, Philippe Goubault, Allain Graux, Denis Griesmar, Serge Grzesik, Pierre Guerlain, Vincent Guillot, John Hagelin, Eric Halphen, Jack Harmand, Jacky Hénin, Pierre Henry, Georges Hervel, Jean-Marc Holleaux, Michel Hulin, Jancry, Diana Johnstone, Fabienne Jouvet, Mahamadou Ka, Eddy Khaldi, Liet Kynes, Lionel Labosse, Dominique Lacout, Marc Lacreuse, Nathalie Laillet, Diane Le Béguec, Olivier Le Cour Grandmaison, Hervé Le Crosnier, Jacques Le Dauphin, Alain Le Dosseur, François Ledru, Jean-Pierre Lefebvre, Michel Lefebvre, Jean-Claude Lefort, Jeannick Le Lagadec, Christian Lemasson, RenéLenoir, Marie-Françoise Lepetit, Eve Lerner, Estelle Leroy-Debiasi, Didier Le Scornet, Marie-Pierre Logelin, Jacques Lombard, Mercedes Lopez San Miguel, Frédéric Lordon, Doc Lottin, Loulou, Alexis Lucas, François Lucas, Benoist Magnat, Jean-Claude Mairal, Roland Maire, Azar Majadi, Jorge Majfud, Oliver Makepeace, Dimitri Makrygiannis, Marc Mangenot, Roger Martelli, Laurence Matignon, Jérôme Maucourant, Hervé Mesdon, Georges Michel, Patrick Mignard, Tarik Mira, Fatiha Mlati, Yvonne Mignot-Lefebvre, Michel Moine, Ricardo Monserrat, Arnaud de Morgny de Maeyer, Jean-François Morin, Arnaud Mouillard, Eric Mouron, Joël Murat, Maryam Namazie, Michel Naudy, André Nouschi, Paul Oriol, Vincent Ortega, Oussama, Paloma, Henri Paris, Pierre Pascallon, Pierre Payen, Jean-René Peltier, Antonio Pereira Nunes, Jean-Pierre Petit, Michel Peyret, Michel Pillier, Michel Portal, Thomas Posado, Gabriel Puricelli, Gérard Raiser, Amir Ramses, Guy Ratane-Dufour, Alberto Riboletta, Roberto Robertelli, Ruy Rodrigues Da Silva, Maria Graziella Rodriguez, Michel Rogalski, Régis Roquetanière, Alain Ruscio, Claude Sam, Otavio Santos, Emmanuel Saussier, Scribrouge, Youssef Seddik, Luis Sepulveda, Marc Silberstein, Patrick Silberstein, Karim bey Smail, Claude Soufflet, Laurent Tarillon, Matthias Tavel, Paulo Telheiro, Antoine Thivel, Patrick Trannoy, Sophie Troubac, Denis Troupenat, Alain Uguen, Bernard Uguen, Rémi Uzan, Bruno Valentin, Jérôme Valluy, Jean-Robert Velveth, Christophe Ventura, Maris-Christine Vergiat, Michèle Vianès, Claire Villiers, Paul Vincent, Eugenio Raul Zaffaroni, Louis Weber, Louie Wyler, Olivia Zemor, Nadine Zuili…*

**Et en plus, sur notre site, des textes et graphismes d’autres auteurs :**

*Paul Alliès, René Assandri, Jean-Pierre Berlan, Jean-Marie Berniolles, Jean-Christophe Bonté, Jean-Bricmont, Etienne Chouard, Pascal Colrat, Jeremy Corbin, Marc Dolez, Jérôme Guedj, André-Jacques Holbecq, Etienne Imer, Raoul-Marc Jennar, Monica Karbowska, Jean-Jacques Lemarchand, Herwig Lerouge, Henri Maler, Maurice Martin, Chloé Maurel, Patrick Mignard, Marie-José Mondzain, Christophe Ramaux, Serge Regourd, Emir Sader, Joël Yoyotte-Landry, Philippe Zafirian, Didier Zuili…*

**Elles/ils ont participé aux cafés-débats de La Banquise**

*Paul Alliès, Clémentine Autain, Géraldine Biaux, Hamida Bensadia, Jean-Pierre Berlan, Agnès Bertrand, Jean-Christophe Bonté, Claude Boucher, Camille Cabral, Etienne Chouard, Eric Coquerel, Alexis Corbière, Michèle Dessenne, Jean-Claude Fiemeyer, Geneviève Geay, Susan George, Jean-Luc Gonneau, Jérôme Guedj, Eric Halphen, Pierre Henry, Diana Johnstone, Monika Karbowska, Olivier Keller, Suzanne Körösi, Jeannick Le Lagadec, Michel Lefebvre, Jean-Pierre Lefèvre, Henri-Georges Lefort, Laurent Levard, Pascal Lusso, Marc Mangenot, Fernanda Marruchelli, Fatiha Mlati, Temir Porras, Eduardo Olivares, Ismaël Omarjee, Ruy Rodrigues Da Silva, Marco Antonio Rodrigues Dias, Dominique Rousseau, Christiane Taubira…*

Bonus : montages de Patrick Mignard

Système



Les français, jamais contents



Consultez notre site

[www.la-gauche-cactus.org/SPIP](http://www.la-gauche-cactus.org/SPIP)

Des textes, des idées, tous les numéros de la Banquise et de l’humour en plus !

1. # 1La «société civile» de Macron, des gens qui vont bien - Médiapart- 16 mai 2017 Par Lucie Delaporte, [Christophe Gueugneau](https://www.mediapart.fr/biographie/christophe-gueugneau), Michaël Hajdenberg, Donatien Huet, Mathieu Magnaudeix et [Faïza Zerouala](https://www.mediapart.fr/biographie/faiza-zerouala)

 [↑](#footnote-ref-1)